



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



copenhagen
climate centre

Évaluation des Besoins en Capacités pour la Transparence :

Principales conclusions, défis et perspectives pour le Network du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Atelier de lancement



-3 avril 2024-

Keltoum Ait Belhaj
Coordonnatrice régionale CBIT-GSP
PNUE-CCC
Keltoum.aitbelhaj@un.org

PLAN

Objectifs et méthodologie

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS EN LA TRANSPARENCE

- Statut du Reporting de la Transparence.
- État général des Systèmes de Transparence des pays / arrangements institutionnels.
- Systèmes MRV.
- Support reçu en matière de Transparence.
- Mise en œuvre de l'ETF et préparation du BTR.
- Évaluation des capacités liées aux domaines de Reporting de l'ETF ((i) Inventaire des GES ; (ii) Suivi des CDN ; (iii) Adaptation et impacts, y compris les Pertes et Dommages ; (iv) Soutien requis et reçu).
- Intégration de la dimension "Genre".

II. LES DÉFIS DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ETF

III. PARTAGE D'EXPERIENCES/BONNES PRATIQUES EN L'ETF

IV. BESOINS EN SOUTIEN PRIORITAIRES



Objectifs et méthodologie

- **Objectif :**

- Évaluer les Systèmes de Transparence et les besoins connexes en matière de capacités des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour se conformer aux exigences de la CCNUCC et de l'Accord de Paris en matière de Reporting.

- **Méthodologie et approche :**

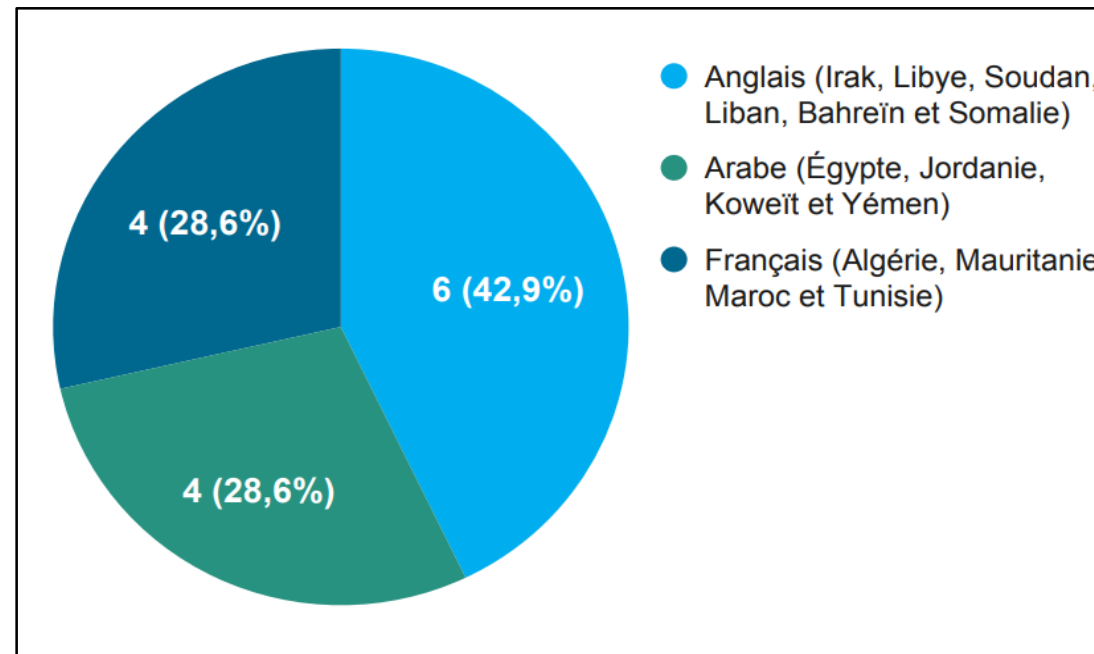
- Questionnaire en ligne, vérification des références, étude sur le terrain et entretiens avec les points focaux nationaux
- (i) Inventaire des GES ; (ii) suivi des CDN ; (iii) Adaptation et Impacts, y compris les Pertes et Dommages ; (iv) Soutien requis et reçu.
- Intégration de la dimension “Genre”, soutien en Transparence existant et autres appuis, fournis dans le cadre d'autres initiatives internationales

- **Pays :**

- Quatorze pays du Réseau MENA : Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie et Libye, de l'Afrique du Nord, et Bahreïn, Irak, Koweït, Égypte, Soudan, Liban, Jordanie, Somalie et Yémen, du Moyen-Orient

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

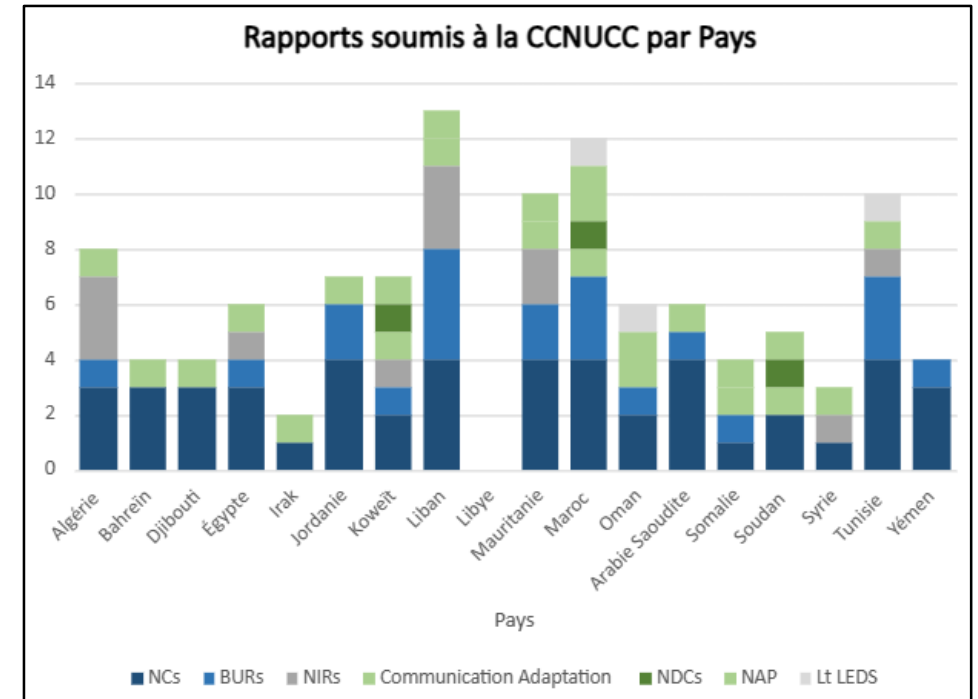
Préférences linguistiques



I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

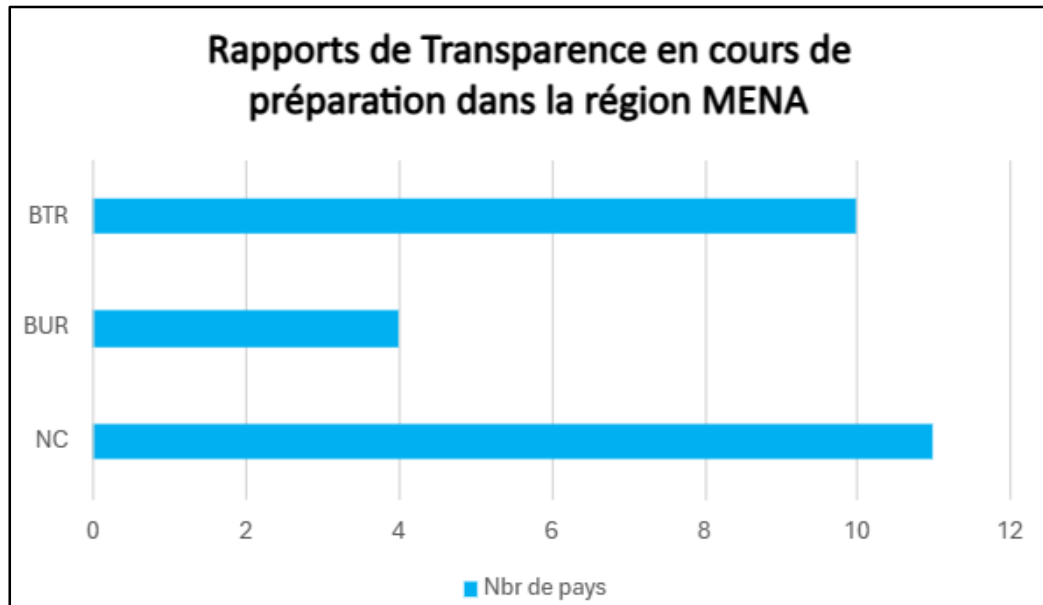
Rapports soumis à la CCNUCC dans la région

Pays	CN	BUR	NIR	CA	PNA	CDN	LT- LEDS
Algérie	3	1	3	-	-	1	-
Bahreïn	3	-	-	-	-	1	-
Djibouti	3	-	-	-	-	1	-
Égypte	3	1	1	-	-	1	-
Irak	1	-	-	-	-	1	-
Jordanie	4	2	-	-	-	1	-
Koweït	2	1	1	1	1	1	-
Liban	4	4	3	1	-	1	-
Libye	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	4	2	2	1	-	1	-
Maroc	4	3	-	1	1	2	1
Oman	2	1	-	-	-	2	1
Arabie Saoudite	4	1	-	-	-	1	-
Somalie	1	1	-	1	-	1	-
Soudan	2	-	-	1	1	1	-
Syrie	1	-	1	-	-	1	-
Tunisie	4	3	1	-	-	1	1
Yémen	3	1	-	-	-	-	-



I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Rapports de transparence en préparation

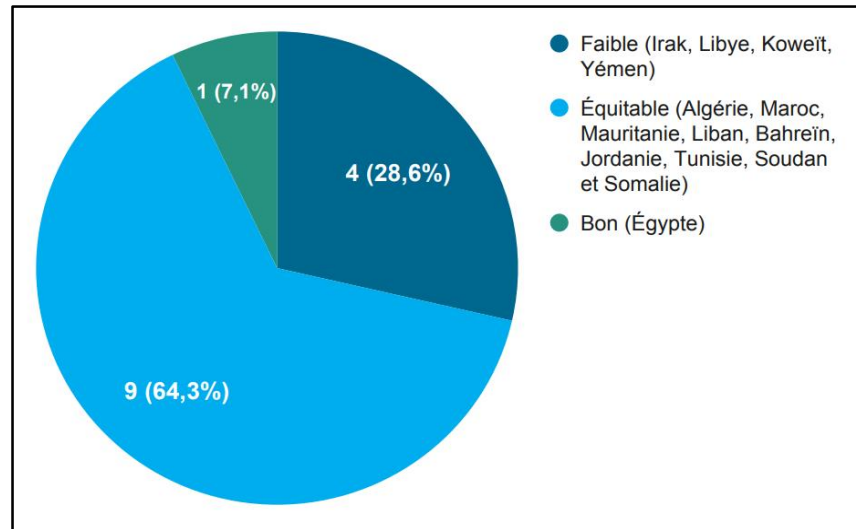


Pays	CN	BUR	BTR	Agence d'exécution
Algérie	4	-	1-2	PNUD
Bahreïn	-	1	1	PNUE
Égypte	4-5	-	1-2	PNUD
Irak	2	1	1	PNUE
Jordanie	5	-	1-2	PNUD
Koweït	-	-	-	-
Liban	5	-	1-2	PNUD
Libye	-	-	-	-
Mauritanie	5	-	1	PNUE
Maroc	5	-	1	PNUD
Somalie	1	-	1	PNUD
Soudan	3	1	-	PNUD
Tunisie	5	-	1-2	PNUD
Yémen	4	2	-	PNUD
Total	11	4	10	-

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

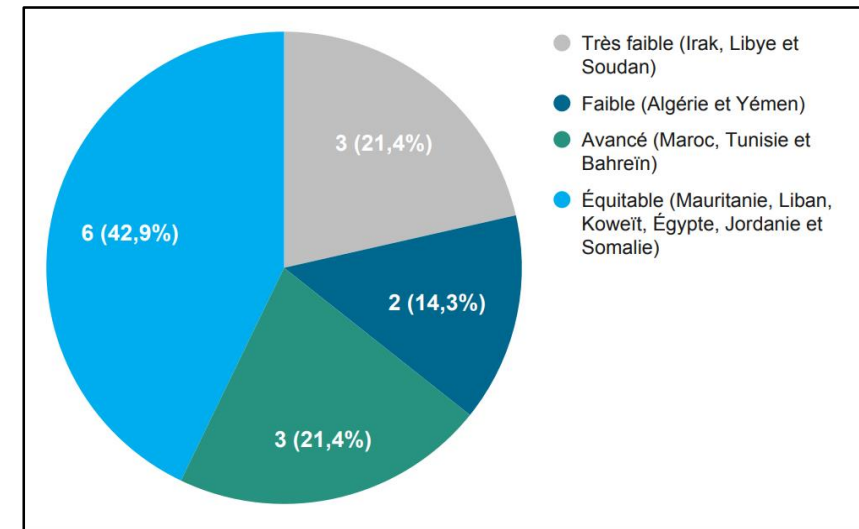
Aperçu Général sur les Systèmes de Transparence

État général des Systèmes de Transparence des pays



- **Avancé** : le système de transparence est entièrement mis en place et opérationnel.
- **Bon** : le système de transparence est entièrement mis en place et requiert quelques ajustements mineurs.
- **Équitable** : le système de transparence est en place et nécessite des améliorations majeures.
- **Faible** : le système de transparence n'est pas encore établi dans le pays ou en cours de conception.

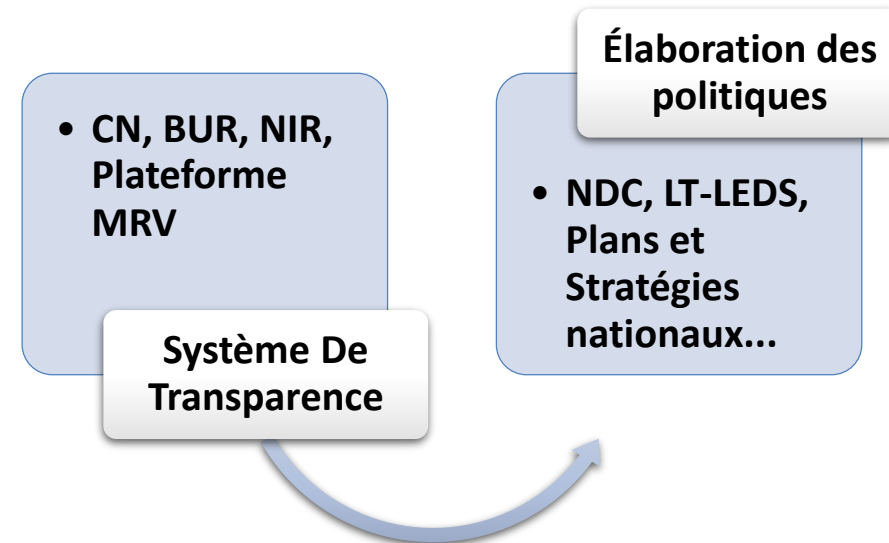
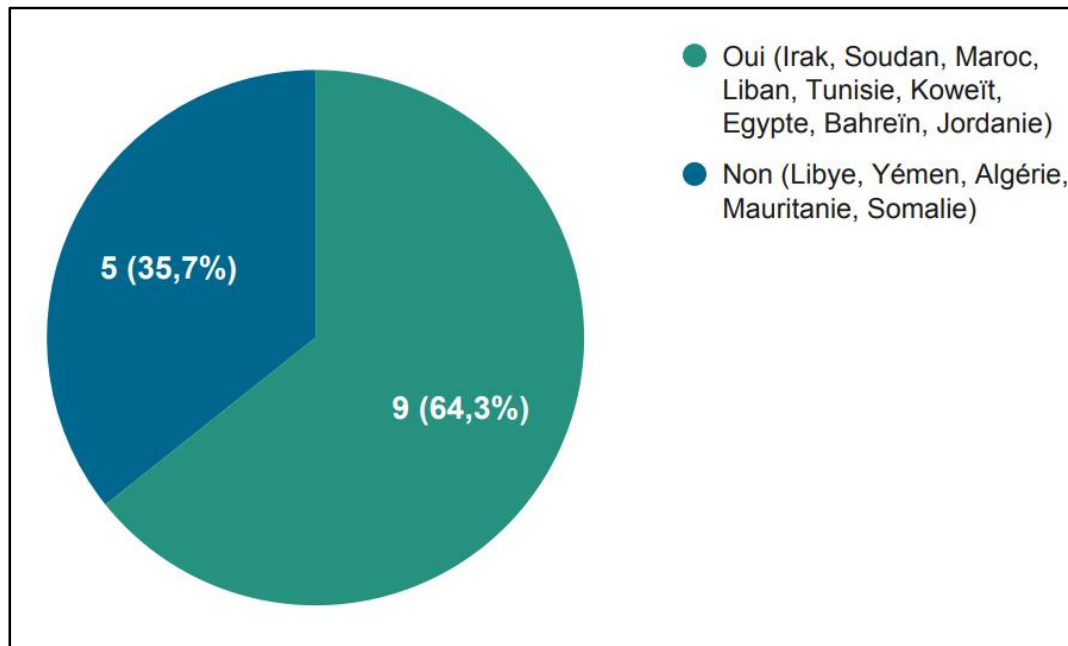
État général des arrangements institutionnelles relatives aux Systèmes de Transparence



- **Très avancé** : Des arrangements institutionnels robustes et durables sont entièrement mis en place et opérationnels.
- **Avancé** : les arrangements institutionnels sont pleinement établis et ne nécessitent que des améliorations mineures.
- **Équitable** : les arrangements institutionnels mis en place nécessitent des améliorations majeures ou ne couvrent pas tous les aspects de l'ETF.
- **Faible** : les arrangements institutionnels ne couvrent pas tous les domaines requis par l'ETF.
- **Très faible** : les arrangements institutionnels ne sont pas encore établis dans le pays ou sont seulement à leurs débuts.

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

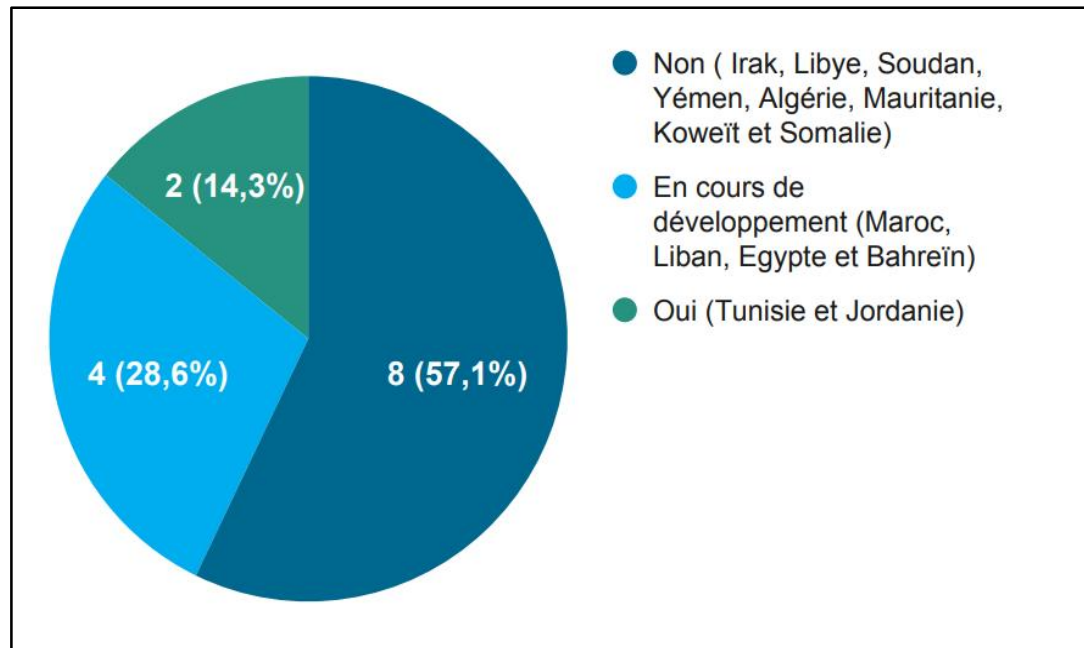
Résultats des Systèmes de Transparence pour l'élaboration des Politiques Nationales



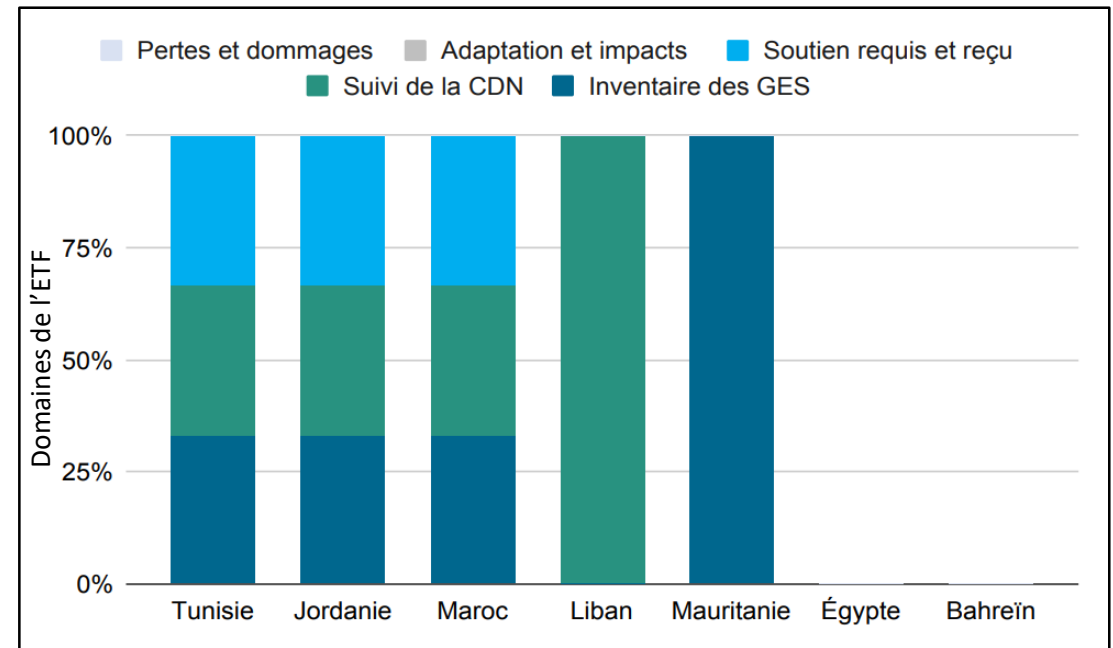
- Les résultats des rapports de la transparence, des CN, des BUR et/ou NIR alimentent les politiques publiques, notamment les CDN et leurs révisions, ainsi que pour les stratégies de décarbonisation LT-LEDS (Maroc et Bahreïn).
- Soudan : les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA).
- Tunisie : Données de la Plateforme MRV...

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Disponibilité d'une ou plusieurs Plateformes MRV en ligne dans la région



Disponibilité d'une ou de plusieurs Plateformes MRV en ligne dans la région

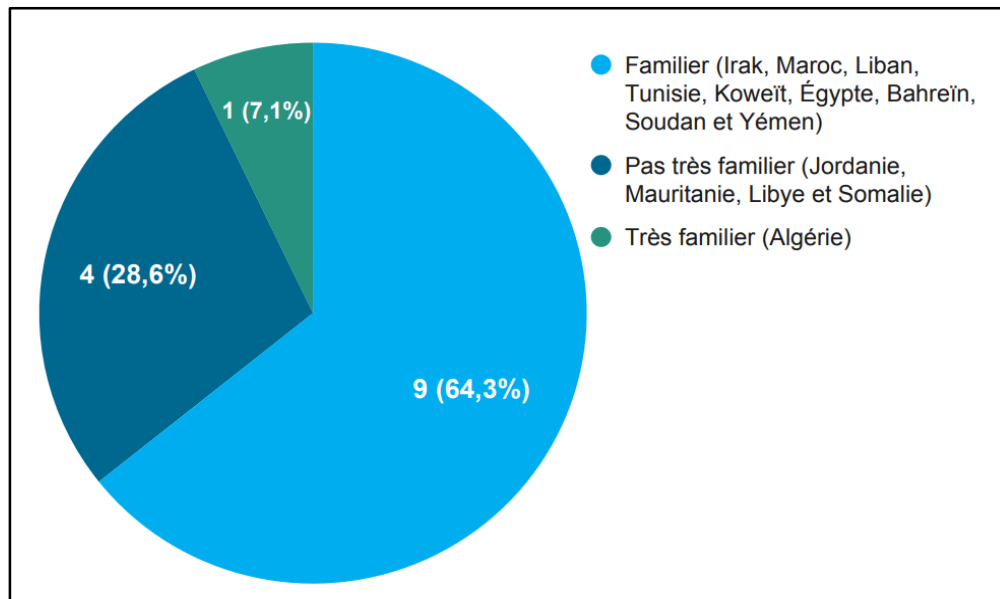


Domaines de Transparence couverts par le(s) système(s) MRV

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Mise en œuvre de l'ETF et préparation de la BTR

Familiarité des pays avec les dispositions relatives à l'ETF/BTR

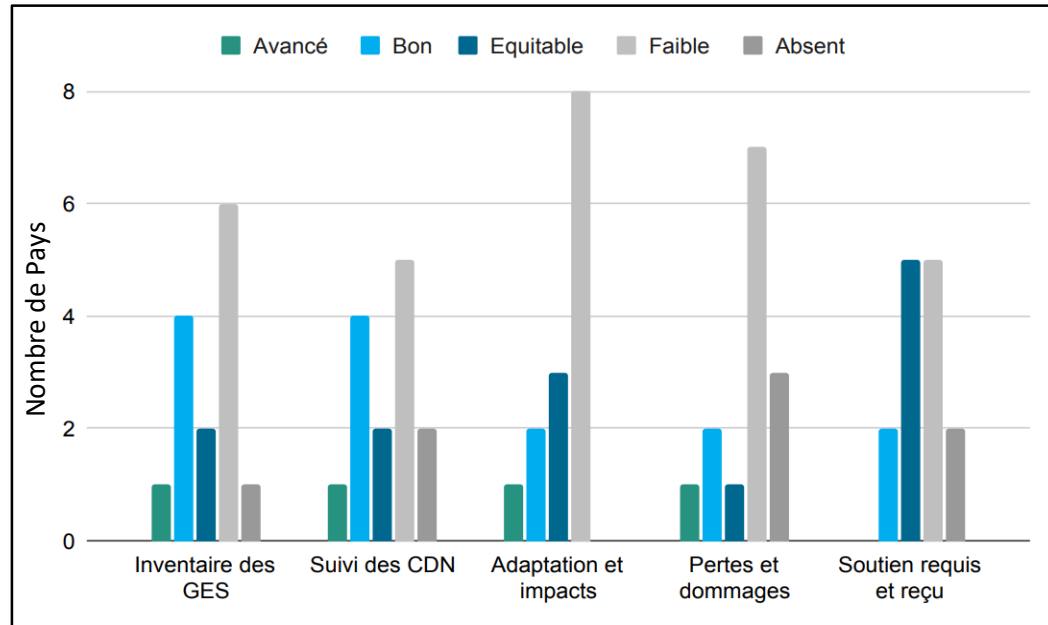


Stade de préparation du premier BTR

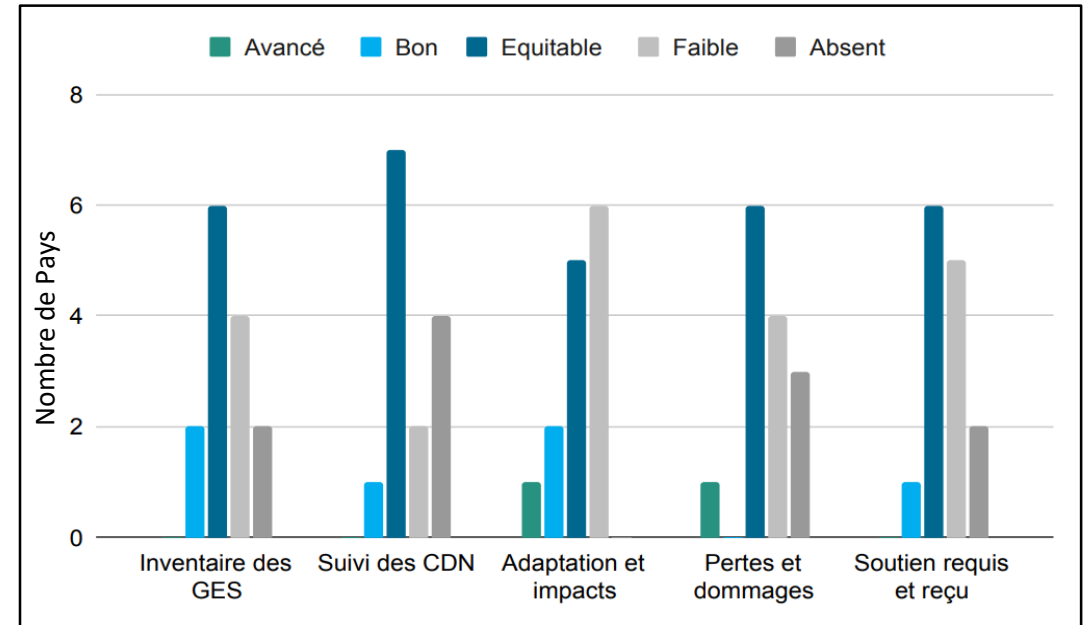
Mesures prises	Pays
Une feuille de route du BTR ou un plan dédié a été développé	Liban, Maroc, Tunisie
Un financement a été sollicité auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour la préparation du premier BTR	Somalie
Un financement a été approuvé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	Algérie, Mauritanie, Irak, Égypte, Jordanie
La mise en œuvre et la préparation du BTR ont commencé	Maroc, Liban, Tunisie, Bahreïn
Aucune démarche n'a encore été entreprise	Libye, Soudan, Yémen, Koweït

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Évaluation des capacités liées aux domaines de Reporting de l'ETF



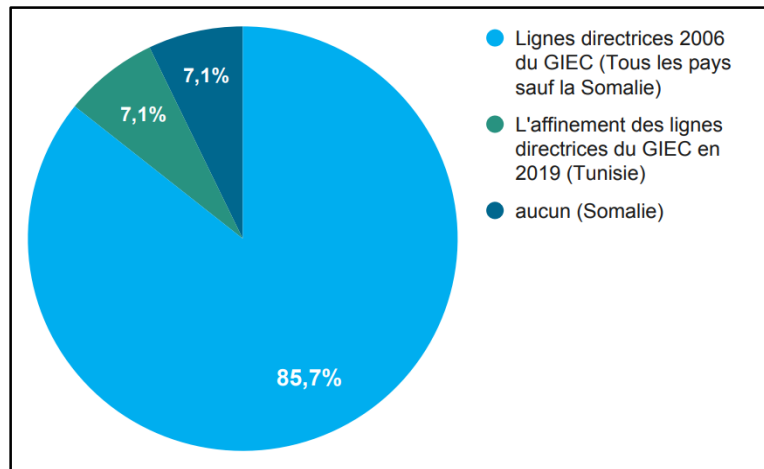
Évaluation des arrangements institutionnels pour les domaines de l'ETF



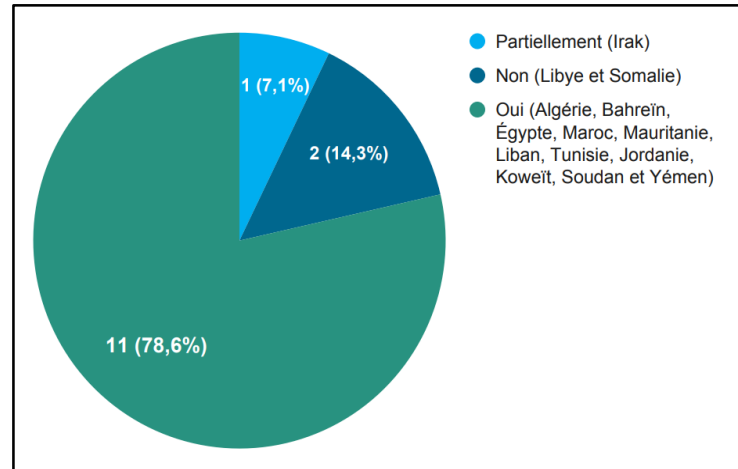
Évaluation des capacités techniques pour les domaines de Reporting de l'ETF

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

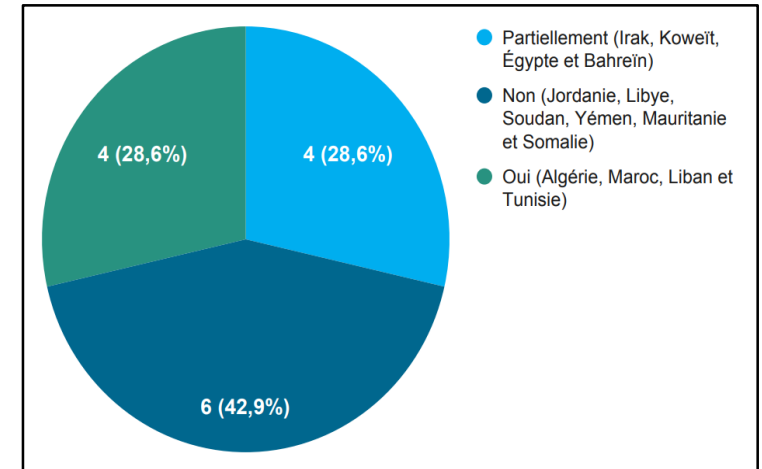
Capacités techniques spécifiques liées aux Inventaires de GES



Lignes directrices du GIEC utilisées par les pays



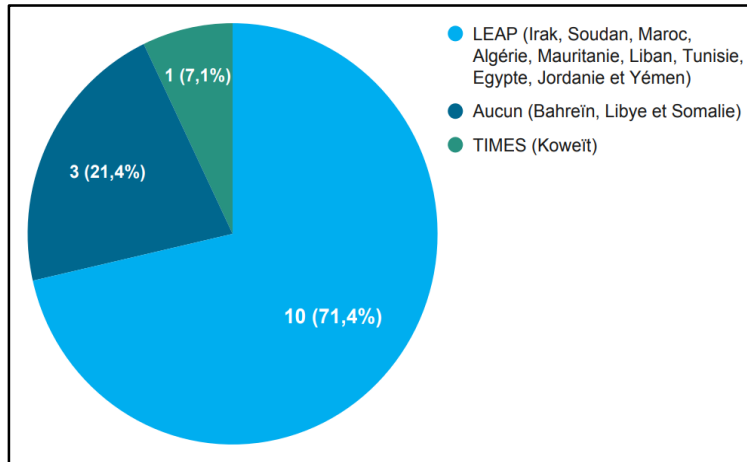
Utilisation du logiciel d'Inventaire du GIEC



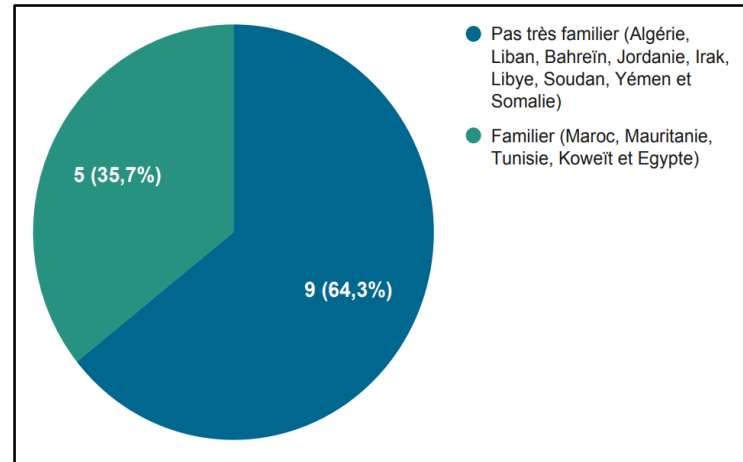
Procédures d'AQ/CQ en place dans la région MENA

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

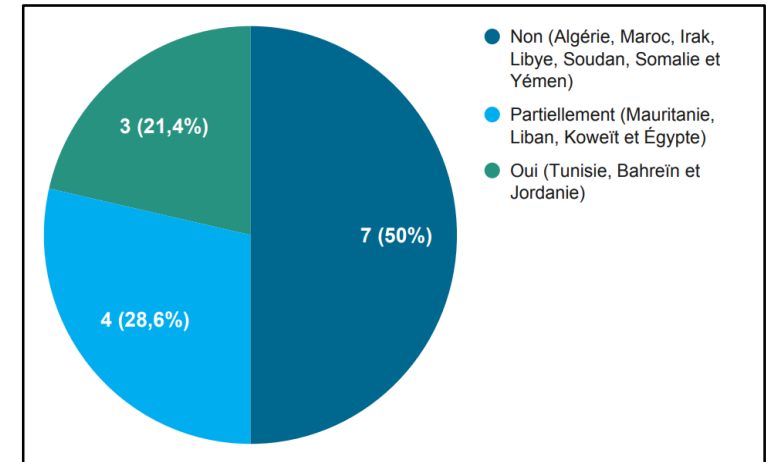
Capacités techniques spécifiques liées au suivi des CDN



Outils de modélisation du suivi des CDN



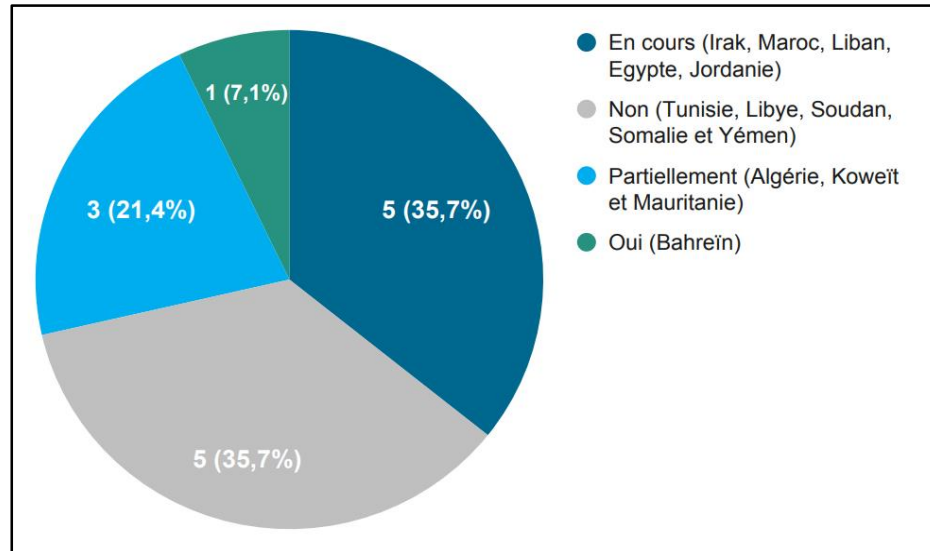
Familiarité des pays avec les outils de modélisation



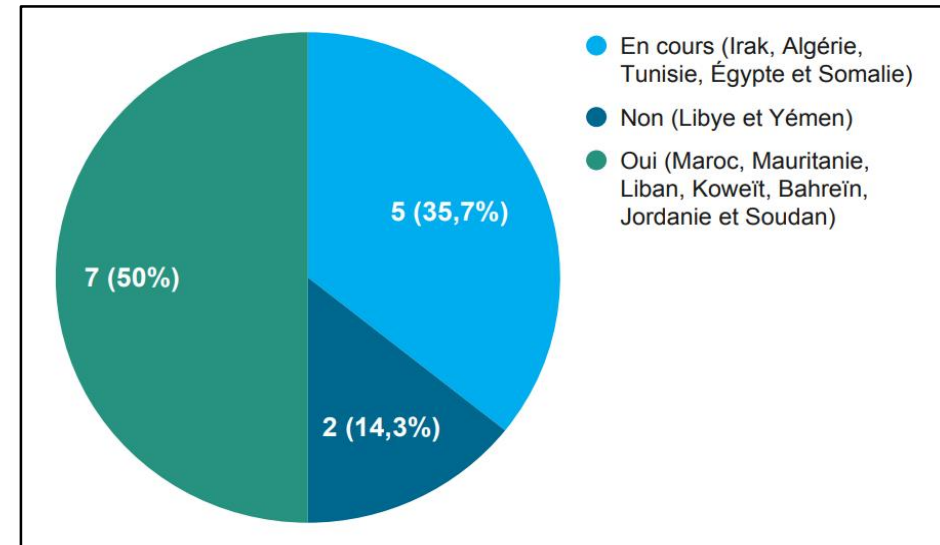
Disponibilité des indicateurs de suivi des CDN

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Capacités techniques spécifiques liées à l'Adaptation et aux Impacts



Existence de systèmes nationaux de suivi et d'évaluation des mesures d'Adaptation



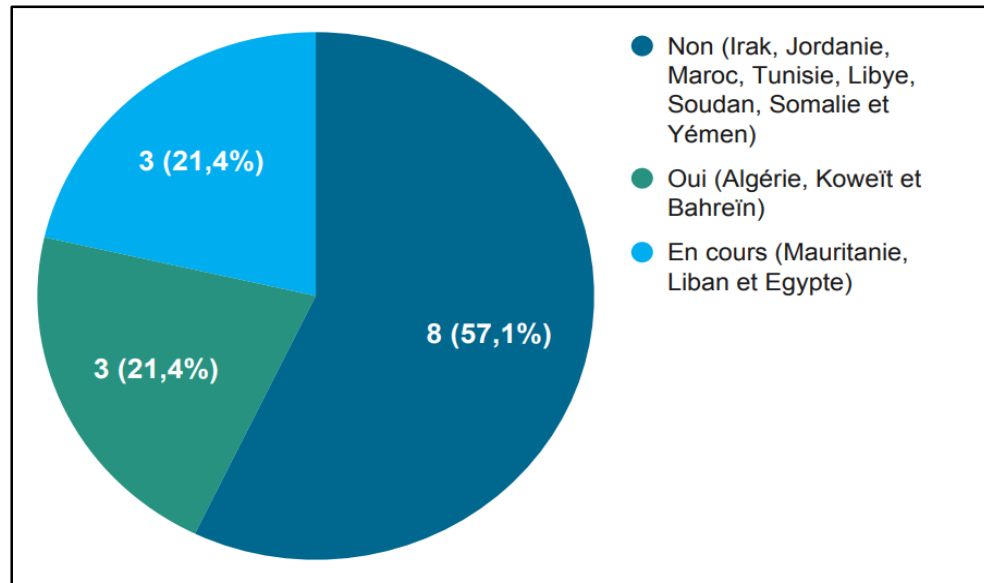
Élaboration de Plans Nationaux d'Adaptation

Approches, méthodologies et outils utilisés pour évaluer les impacts, les risques et les vulnérabilités aux Changements Climatiques :

- Méthodes du GIEC : Maroc, Égypte et Liban (données climatiques de l'ESCWA).
- L'imagerie satellitaire, l'approche socio-économique, l'approche des risques majeurs: Algérie et Égypte
- Processus des Plans Nationaux d'Adaptation : Iraq, Mauritanie, Tunisie et Soudan.

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Capacités techniques spécifiques liées aux Pertes et Dommages

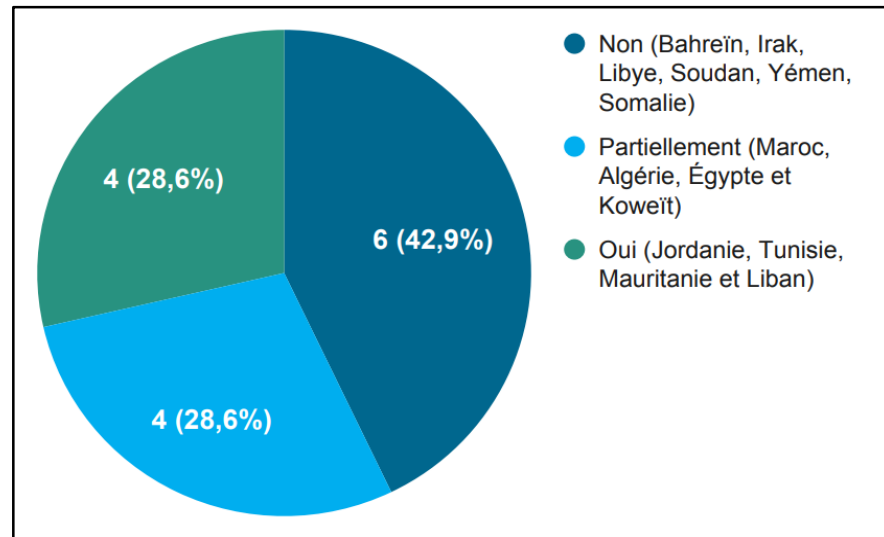


Evaluation des Pertes et Dommages dans la Région de MENA

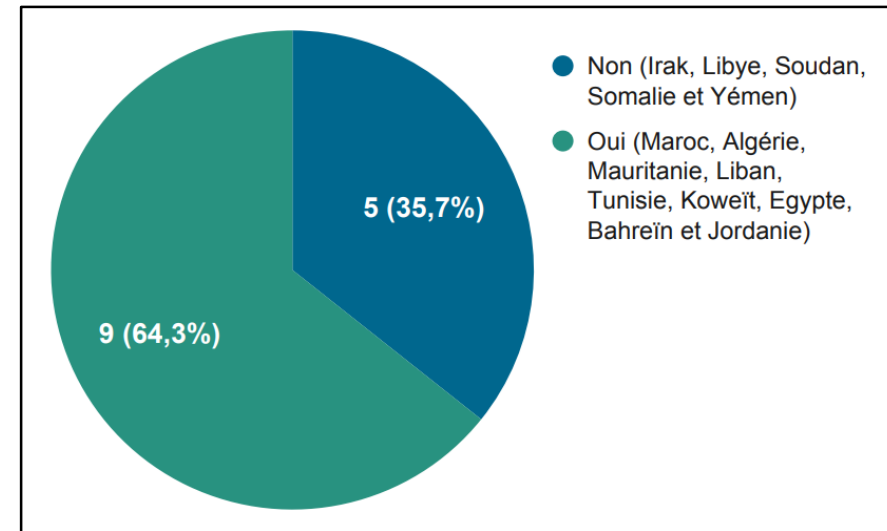
- L'Algérie a mentionné avoir utilisé le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.
- Liban, Mauritanie et Égypte : il est prévu de prendre cet aspect en compte dans leurs BTRs et leurs CN

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Capacités techniques spécifiques liées au soutien nécessaire et reçu



Les Systèmes de suivi des flux financiers climatiques



Estimation de Soutien Requis

- Partiellement : seule une partie de ses flux est suivie (l'appui reçu du FEM, du FVC...)
- Tunisie : Plateforme nationale de MRV (nombreuses difficultés en l'absence d'une taxonomie verte, de budget sensible au climat, et d'indicateurs pour l'estimation des coûts-bénéfices de l'adaptation et de l'atténuation).
- Liban : rapporté dans leaCN4 et le BUR4.

- Très peu de pays ont été en mesure d'estimer leurs coûts des CDN sur la base de calculs et de projections bien définis

I. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LES CAPACITÉS DE TRANSPARENCE

Efforts pour la prise en considération du Genre dans les Systèmes Nationaux de Transparence, y compris les CDN

Efforts pour intégrer les considérations de Genre dans le Système National de Transparence, y compris les CDN	Pays
Le pays collecte des données désagrégées par sexe dans le système national de transparence à travers les CN, les BUR, et d'autres instruments de déclaration	Algérie, Mauritanie, Liban, Tunisie, Koweït,
Des indicateurs spécifiques sensibles au genre sont suivis dans le cadre des actions/mesures/projets climatiques	Tunisie, Yémen,
Le pays dispose d'un Plan d'Action sur le Changement Climatique et le Genre qui prévoit des mesures claires pour soutenir ou renforcer l'intégration genre dans les systèmes de suivi et de notification	Tunisie, Irak, Mauritanie
Le renforcement des capacités pour intégrer l'approche genre et promouvoir des processus inclusifs pour les groupes défavorisés a été initié par le pays, en se basant sur les indicateurs des CDN, les systèmes de transparence, et/ou d'autres instruments/processus de reporting	Algérie, Egypte, Irak, Mauritanie, Tunisie,
L'analyse du genre et les données désagrégées par sexe sont régulièrement analysées afin d'orienter la politique climatique, la planification et le reporting	Tunisie, Yémen,
Le pays soutient des approches inclusives dans l'analyse des impacts du changement climatique et des avantages des actions climatiques pour les groupes défavorisés	Bahreïn, Jordanie, Mauritanie
Aucune mesure spécifique n'a encore été prise	Jordanie, Maroc, Libye, Soudan, Somalie

II. DIFFICULTÉS DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ETF

Principaux défis relevés par les pays pour mettre en œuvre l'ETF

Défis de la mise en œuvre de l'ETF	Pays
Manque de capacités techniques et humaines/ expertise locale	Iraq, Algérie, Mauritanie, Liban, Égypte, Somalie, Soudan, Yémen
Arrangements institutionnels / Manque d'appropriation et d'engagement des parties prenantes	Iraq, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Mauritanie, Liban, Soudan, Yémen
Collecte, disponibilité et fiabilité des données	Iraq, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie, Mauritanie, Liban, Soudan, Koweït
Système ETF/MRV durable	Bahreïn, Koweït, Iraq
Mobilisation du financement climatique	Jordanie, Égypte, Somalie
Analyse des mesures d'atténuation des GES	Soudan
Suivi de l'adaptation et des flux financiers climatiques	Tunisie
Absence d'indicateurs liés au climat dans le budget public (budget sensible au climat)	Tunisie

II. DIFFICULTÉS DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ETF

Des solutions potentielles aux défis rencontrés

- ❑ Le renforcement des capacités en ce qui concerne les exigences des ETF/MPG et tous les domaines de Reporting, en particulier les modèles de CTF et de CRT, la gestion et le calcul des données (inventaire des GES et efforts d'atténuation/adaptation), ainsi que la mobilisation de la finance climat.
- ❑ La mise en place d'un cadre de gouvernance solide pour la Transparence, par le biais d'arrangements institutionnels et réglementaires en matière de procédures et de responsabilités.
- ❑ La mise en œuvre de Systèmes MRV intégrés pour la collecte, la gestion, l'actualisation et l'analyse des données relatives à l'inventaire des GES, au suivi des mesures d'atténuation et d'adaptation, et au soutien reçu et requis, en particulier en ce qui concerne les flux financiers climatiques.
- ❑ La mobilisation de l'appui technique des organisations internationales.
- ❑ La mobilisation d'un soutien financier pour la mise en œuvre du cadre de Transparence par le biais de la coopération internationale et bilatérale et de ressources domestiques.
- ❑ Échanger des expériences et des bonnes pratiques avec d'autres pays / via des plateformes de partage des connaissances.

III. PARTAGE D'EXPERIENCES/BONNES PRATIQUES EN L'ETF

Bonnes pratiques et enseignements à partager avec d'autres pays

Pays	Bonnes pratiques et/ou enseignements tirés
Maroc	SNE-GES, la Plateforme MRV Nationale en ligne, le cadre de gouvernance (arrangements institutionnelles et réglementaires)
Mauritanie	Arrangements institutionnels (unités sectorielles de Transparence)
Tunisie	Le système de Transparence, la Plateforme MRV Nationale en ligne, les arrangements institutionnels
Bahreïn	Engagement des parties prenantes
Soudan	Processus de préparation des CNs

III. PARTAGE D'EXPERIENCES/BONNES PRATIQUES EN L'ETF

Principaux domaines d'apprentissage identifiés par les pays

Domaine	Pays intéressés
Suivi et évaluation de l'Adaptation et des impacts / indicateurs	Iraq, Libye, Algérie, Tunisie, Koweït, Maroc
Suivi NDC	Iraq, Mauritanie, Algérie, Liban, Jordanie, Koweït
Suivi des flux financiers climatique	Iraq, Algérie, Maroc, Liban, Tunisie, Koweït
Systèmes MRV/Plateformes en ligne	Iraq, Algérie, Yémen, Liban, Koweït, Égypte, Bahreïn
Arrangements institutionnelles et réglementaires de l'ETF	Iraq, Soudan, Algérie, Yémen, Koweït
Mécanisme/Système ETF	Iraq, Koweït, Algérie
Projections des émissions en GES	Iraq, Libye, Algérie, Jordanie, Koweït
Collecte/Gestion des données	Iraq, Soudan, Algérie, Koweït
Inventaire des GES	Libye, Iraq, Algérie, Soudan, Koweït
Mobilisation du financement climatiques	Libye, Somalie

IV. BESOINS D'APPUI PRIORITAIRES

Trois besoins de soutien prioritaires identifiés

Coupe transversale ETF

- Exigences et dispositions relatives aux ETF et aux MPG,
- processus de préparation et de planification du RPB,
- Outils de déclaration des ETF (CRT et CTF),
- Feuilles de route BTR et utilisation de l'outil de guide et de feuille de route BTR.

Inventaire des GES

- Collecte, calcul et gestion des données,
- procédures d'AQ/CQ,
- Renforcement des capacités dans les lignes directrices 2006 du GIEC,
- Logiciels du GIEC,
- Remplissage des tableaux CRT.

Suivi NDC

- Suivi des actions NDC,
- Identifier les indicateurs,
- Estimation des efforts d'atténuation,
- Remplir les tableaux du FCT,
- Outils de modélisation (LEAP et GACMO) pour les projections et les scénarios NDC.

- **Dispositions institutionnelles** et mise en place de **systèmes en ligne MRV**
- **Financement climatique** : suivi des flux de financement climatique, estimation des coûts et des avantages de l'atténuation et de l'adaptation, et mobilisation et accès au financement climatique.

IV. BESOINS D'APPUI PRIORITAIRES

Besoins les plus prioritaires en matière de Transparence par pays de la région MENA

Pays	Aspects transversaux	Inventaire des GES	Suivi et atténuation NDC	Adaptation et impacts	Pertes et dommages	Soutien requis et reçu
Irak	- Exigences et dispositions relatives aux ETF/MPG. - Préparation des BTR/Reporting électronique	- Lignes directrices et logiciel du GIEC	√		Évaluation	Suivi de la finance climatique
Libye		√		√		Mobilisation de finance climat
Soudan	- Dispositif institutionnel / cadre juridique. - Exigences et dispositions des ETF/MPG. - Système de gestion des données.	Analyse des GES	√	Communication sur l'adaptation		
Yémen		√	GACMO			
Maroc			√	√		Suivi des flux financiers
Algérie	- Exigences et dispositions des ETF/MPG. - Accord institutionnel / cadre juridique. - Renforcement des capacités dans tout l'ETF	√	√	√	√	√
Mauritanie	- Exigences et dispositions de l'ETF/MPG. - Préparation des BTR/Modèles de rapport					√
Liban	- Exigences et dispositions de l'ETF/MPG. - Préparation des BTR/Modèles de rapport					

IV. BESOINS D'APPUI PRIORITAIRES

Besoins les plus prioritaires en matière de Transparence par pays de la région MENA

Pays	Aspects transversaux	Inventaire des GES	Suivi et atténuation NDC	Adaptation et impacts	Pertes et dommages	Soutien nécessaire et reçu
Tunisie	- Article 6 : (Dispositions institutionnelles, établissement des rapports, registre de la CCNUCC, ajustements correspondants. - Dispositions institutionnelles et juridiques pour un système national durable.	√		√		- suivi des flux de financement climatique. - Indicateurs de suivi.
Koweït						√
Égypte		√	Outils de modélisation	- Évaluation des vulnérabilités. - Outils de modélisation.		
Bahreïn	Système MRV	√				
Somalie	- Exigences et dispositions des ETF/MPG. - Collecte et gestion des données. - Renforcement des capacités des parties prenantes et de l'expertise locale	√				Mobilisation de la finance climat
Jordanie	Renforcement des capacités dans tous les domaines	√	√	√	√	Mobilisation de la finance climat

Merci de votre attention